

ÉTUDE D'UN ENSEMBLE DOCUMENTAIRE

Sujet : La Pologne, une démocratie populaire (1947-1989)

Première partie.

Analyser l'ensemble documentaire en répondant aux questions :

1. Quels liens apparaissent entre la Pologne et l'URSS ?
2. Que se passe-t-il en Pologne en 1956 ? Dans quel contexte cela se produit-il ?
3. Que craint Jean-Paul II ? Parvient-il à protéger l'opposition en Pologne ?
4. Pourquoi la situation de 1988-1989 est-elle différente de celle de 1981 ?

Deuxième partie.

A l'aide des réponses aux questions et des informations contenues dans les documents, rédigez une réponse organisée au sujet proposé.

1. Les liens entre Varsovie et Moscou

Affiche polonaise de 1952 : « L'amitié polono-soviétique c'est la paix, la simplicité, un lendemain heureux pour notre patrie ».



Affiche polonaise : « L'URSS, défenseur de la paix et ami des enfants »



2. La déstalinisation en Pologne

Exclu du Parti en 1949, Gomułka a été réhabilité en août 1956 après les émeutes de Poznań, réprimées dans le sang par l'armée. Il redevient premier secrétaire du Parti le 21 octobre 1956.

« Les causes de la tragédie de Poznań et du profond mécontentement de la classe ouvrière se trouvent chez nous, dans la direction du Parti, au gouvernement. Le feu couvait depuis plusieurs années. Le plan sexennal économique [. . .] prôné comme étant une nouvelle étape d'un accroissement important du niveau de vie, a trompé les espoirs de larges masses de travailleurs. La jonglerie des chiffres qui faisait état d'une augmentation de 27 % des salaires réels n'a pas réussi. Cela n'a fait qu'irriter davantage les gens [...]. Sous ce système, on brisait les caractères et les consciences humaines, on piétinait les gens, on crachait sur leur honneur. La calomnie, le mensonge et la fausseté, et même des provocations servaient d'instrument pour exercer le pouvoir. Des faits tragiques se sont produits, des gens innocents ont été envoyés à la mort. De nombreux autres innocents ont été emprisonnés, et quelquefois même pendant de nombreuses années. Il y eut parmi eux des communistes. Maintes personnes ont été soumises à des tortures bestiales. On avait semé la peur, la démoralisation.

Nous en avons fini avec ce système ou sommes sur le point d'en finir une fois pour toutes. Il faut substituer à tous ces mauvais éléments de notre modèle de socialisme de nouveaux éléments [...]. Il faut perfectionner le modèle à l'aide de meilleurs exemples existants et y apporter nos propres constructions perfectionnées.

Ce qui est invariable dans le socialisme se réduit à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les voies qui mènent à ce but peuvent être et sont multiples. [...] Le modèle du socialisme [...] peut être du genre créé en Union soviétique, il peut être formé à la manière que nous observons en Yougoslavie, et il peut être encore différent. [...]

Nous ne permettrons à personne de tirer profit du processus de démocratisation au détriment du socialisme. À la tête du processus de démocratisation se place notre Parti. »

Extrait du discours de Gomułka devant le Comité central du Parti Ouvrier Unifié Polonais, 20 octobre 1956.

A. Léonard. Lycée Français de Varsovie. Janvier 2006.

3. Jean-Paul II écrit à Brejnev en décembre 1980

En 1978, l'élection de Karol Wojtyła à la papauté et son voyage en Pologne l'année suivante encouragent les aspirations des Polonais à la liberté intellectuelle et politique. En 1980, après la décision du pouvoir d'augmenter les prix alimentaires, de nouvelles révoltes ont lieu en août dans les chantiers de la Baltique. Conduits par Lech Wałęsa, les ouvriers parviennent à faire plier le pouvoir qui doit concéder les accords de Gdańsk (31 août 1980). Les autorités reconnaissent finalement le syndicat indépendant Solidarność (Solidarité) mais commencent à envisager le moyen de contrer cette opposition, avec l'aide des Soviétiques.

"A son excellence, M Leonid Brejnev Président du Soviet suprême de l'URSS.

Je me fais l'expression de l'inquiétude de l'Europe et de l'ensemble du monde à propos de la tension engendrée par les événements intérieurs survenus en Pologne au cours de ces derniers mois. [...]

Je vous demande de faire tout ce qui est en votre pouvoir afin que disparaisse ce qui constitue, selon l'opinion générale, les causes de cette préoccupation. Cela est indispensable à la détente en Europe et dans le monde. Un tel résultat ne peut être obtenu me semble-t-il qu'en demeurant fidèle aux principes solennels des accords de Helsinki, qui définissent les critères régulant les relations entre les Etats. Et notamment en respectant les droits relatifs à la souveraineté, ainsi que le principe de non-intervention dans les affaires intérieures de chacun des Etats participants. Les événements qui se sont déroulés en Pologne ces derniers mois ont été provoqués par la nécessité inéluctable d'une reconstruction économique du pays, qui exige, en même temps, une reconstruction morale fondée sur l'engagement conscient, dans la solidarité, de toutes les forces de la société.[...].

JOHANNES PAULUS PP.II, Le Vatican, 16 décembre 1980"

4. Le combat de Lech Wałęsa pour la libération de la Pologne

Après l'instauration de la loi martiale en décembre 1981, Wałęsa est incarcéré avec les principaux dirigeants de Solidarność. La nomination de Gorbatchev à la tête de l'URSS en 1985 marque un tournant et le gouvernement polonais doit faire face à la résistance passive d'une part de plus en plus importante de la population. En avril-mai 1988, des grèves ont lieu dans l'industrie. C'est alors que les communistes réformateurs proposent d'ouvrir des négociations avec l'opposition ; Solidarność est choisi comme seul interlocuteur, alors que le syndicat a déjà perdu une grande partie de son influence.

Pour l'instant, nous en sommes encore à combattre ce que les communistes appellent les « séquelles du stalinisme ». C'est-à-dire le monopole d'un parti unique, le contrôle de l'économie par la nomenklatura et l'existence d'une classe privilégiée qui n'obéit à aucune des lois. J'appelle ça le stalinisme. Et il faut en finir avec un tel exercice du pouvoir. [...]

Aujourd'hui les problèmes de tous les pays de l'Est sont pratiquement identiques. Crise économique, crise de confiance, recherche d'un nouveau consensus. Chaque pays a son propre remède. En Pologne, c'est Solidarność, mais aussi l'Église catholique, qui n'a jamais été aussi puissante, et l'agriculture privée, actuellement protégée par le pouvoir car elle seule produit encore en dépit de la crise. En URSS, le remède est la perestroïka, et la situation est très différente, car l'initiative des réformes a été prise par le Parti. [...]

Le malheur de Solidarność était d'avoir été une belle fleur solitaire qui a poussé trop tôt en hiver. Aujourd'hui, je vois clairement que Solidarność, dans la situation internationale de 1981, n'avait aucun avenir, que rien ne pouvait la sauver. Mais Solidarność a gagné sa bataille malgré tout. Les autorités polonaises ont compris que Solidarność n'est pas seulement un syndicat, pas seulement un mouvement, mais des réformes.

Interview recueillie par le correspondant de *Libération* à Varsovie, 8 décembre 1988.

5. La Une du premier journal d'opposition légalement autorisé

Le 5 avril 1989 les accords dits de la « Table ronde » sont signés : on crée un Sénat dont les membres seront issus d'élections libres tandis que des élections sous conditions auront lieu à la Diète. Lors des législatives du 4 juin 1989, Solidarność emporte une victoire écrasante. Le syndicat approuve l'élection de Jaruzelski à la présidence de la République et en septembre, Tadeusz Mazowiecki, proche collaborateur de Wałęsa, devient le premier chef d'un gouvernement de coalition.

Chers lecteurs,

Voilà, après 40 ans, on a en Pologne et peut-être dans tout le bloc communiste le premier hebdomadaire normal et indépendant. On entend par « normal » le journal qui essaie avant tout d'informer, vite, objectivement, séparant le commentaire de l'information. [...]

Le journal a été créé sur l'accord de la « table ronde » mais on l'édite et rédige sous notre responsabilité. On se sent lié à Solidarność mais on veut présenter des opinions de toute la société indépendante.

L'équipe de rédaction. Extraits du 1er numéro de la *Gazeta wyborcza*, (« Gazette électorale ») du 8 mai 1989.



ÉTUDE D'UN ENSEMBLE DOCUMENTAIRE

Sujet : Solidarność, la révolution autolimitée (1980-1981)

Première partie.

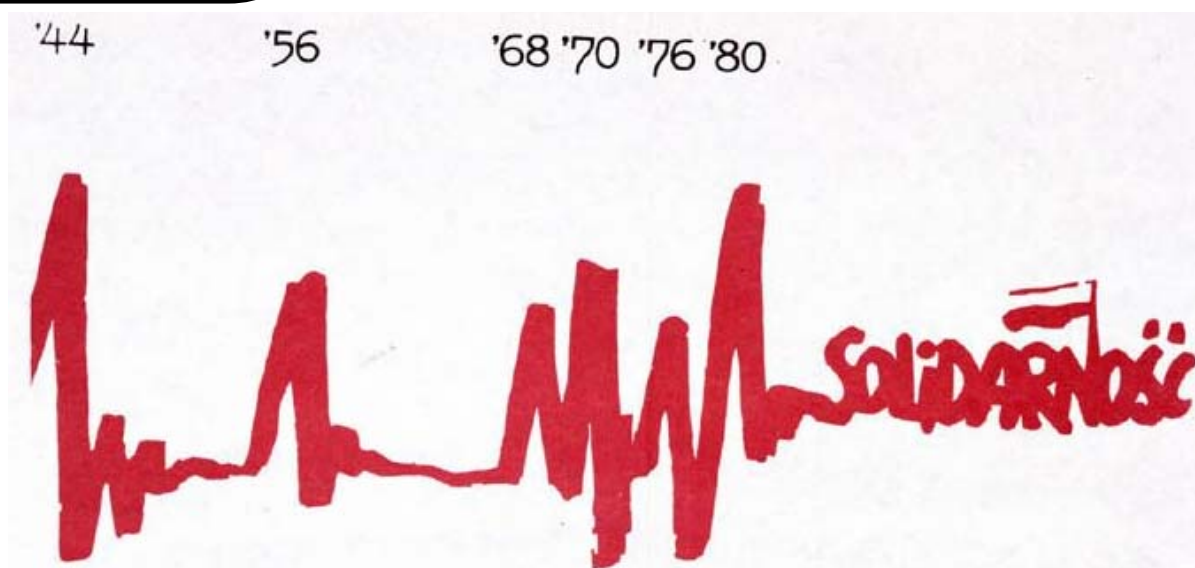
Analyser l'ensemble documentaire en répondant aux questions :

1. De quels événements Solidarność se considère-t-il comme le successeur ?
2. En quoi les accords de Gdańsk constituent-ils un compromis ?
3. Que pense Wałęsa d'une révolution politique menée par Solidarność ?
4. Comment le général Jaruzelski justifie-t-il la loi martiale ?

Deuxième partie.

A l'aide des réponses aux questions et des informations contenues dans les documents, rédigez une réponse organisée au sujet proposé.

1. L'héritage de Solidarność



2. Les accords de Gdańsk (31 août 1980)

« La commission gouvernementale et le comité de grève interentreprises, après avoir analysé les vingt et une revendications des ouvriers grévistes du littoral, sont arrivés aux conclusions suivantes :

- L'activité des syndicats en Pologne populaire n'a pas répondu aux espoirs et aux aspirations des travailleurs. On estime qu'il serait utile de créer des syndicats nouveaux autogérés qui seraient une représentation authentique de la classe laborieuse. On ne met pas en cause le droit des travailleurs de continuer à adhérer à l'ancien syndicat et, pour l'avenir, la possibilité de coopération entre les deux syndicats sera étudiée ;

- Le comité de grève interentreprises déclare que les nouveaux syndicats respecteront les principes définis dans la Constitution de la Pologne populaire. Ils n'ont pas l'intention de jouer un rôle de parti politique. Ils se fondent sur le principe de la propriété sociale des moyens de production, base du système socialiste existant en Pologne ; ils reconnaissent que le POUP (parti ouvrier unifié) joue un rôle dirigeant dans l'État et ne s'opposent pas au système existant des alliances internationales. Ils veulent assurer aux travailleurs les moyens convenables de contrôle, d'expression et de défense de leurs intérêts. Le gouvernement garantit que les nouveaux syndicats ne feront l'objet d'aucune discrimination ;

- Le droit de grève sera garanti dans la nouvelle loi sur les syndicats ;

- L'utilisation des mass média par les associations religieuses dans le domaine de leurs activités religieuses sera réalisée par la voie des accords entre les institutions de l'État et les associations religieuses, tant en ce qui concerne les problèmes de contenu que l'organisation. Le gouvernement assurera la transmission par la radio de la messe dominicale dans le cadre d'un accord particulier avec l'épiscopat.

- L'activité de la radio et de la télévision ainsi que de la presse et des maisons d'édition doit servir à l'expression des diverses pensées, points de vue et opinions. Elle devrait être soumise au contrôle social. »

Extrait de « Pologne, 500 jours de libertés qui ébranlèrent le communisme », Hors série, *Libération*, janvier-février 1982.

A. Léonard. Lycée Français de Varsovie. Janvier 2006.

3. Le dernier discours de Wałęsa

Dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981, une réunion nationale des responsables de Solidarność se tenait à Gdańsk. Le principal objet des discussions portait sur l'inévitable affrontement avec le pouvoir, les blindés ayant déjà commencé leurs mouvements.

Je m'excuse auprès de tous ceux qui estiment que Bydgoszcz, c'était une défaite, un pas en arrière (*après les événements de Bydgoszcz, le 19 mars 1981, au cours desquels plusieurs syndicalistes avaient été passés à tabac par la milice, Solidarité avait décidé une grève générale le 31 mars. Mais la veille, Lech Wałęsa, entouré de ses « experts », signait un accord avec les autorités et annulait le mot d'ordre, sans consulter les instances dirigeantes du syndicat. Cette attitude lui avait été par la suite maintes fois reprochée*). J'ai soutenu, envers et contre tous, qu'à Bydgoszcz, si nous avons organisé cette grève, nous aurions été non seulement des assassins mais aussi des suicidaires. [...] A ce moment-là, on ne pouvait pas choisir le conflit. Même maintenant, il ne faut pas opter pour le conflit, car aujourd'hui encore, des voix se lèvent : comment faire, comment s'en sortir, quoi faire après, comment s'emparer du pouvoir ? Ces voix ne font qu'émerger. Et à l'époque, il n'y avait pas tout cela. [...]

Cette conception à trois (*Wałęsa fait allusion à 'l'Eglise, au parti et à Solidarité*), que j'ai défendue, que je défendais autrefois, c'est ce qui doit préparer [un « gouvernement provisoire »]. Nous sommes arrivés à un moment que, moi, je prévoyais seulement pour le printemps, que je voulais encore arriver à contourner. Quitte à ce que vous me critiquiez et à ce que vous ne me laissiez pas tranquille, je voulais tenir encore jusqu'au printemps. Je ne voulais pas qu'on en arrive aux solutions politiques maintenant. J'ai tenu bon encore jusqu'à Radom (*Wałęsa, à la réunion de Radom, début décembre, s'était abstenu de voter la résolution, adoptée à une très large majorité, décidant la grève générale en cas de pouvoirs d'exception*), et je me rends compte maintenant que je n'irai pas plus loin. Car il y a trop de résistances internes et trop de malentendus entre nous. J'en suis ainsi arrivé à la conviction qu'il n'y a pas d'autres solutions, que les solutions politiques doivent être prises plus tôt que je ne le pensais. [...]

Et puis, encore une chose, chers militants ; [...] la crise économique aurait eu lieu de toute façon. Expliquez bien, partout dans vos publications, que la crise aurait encore été bien plus grave, et les tabassages encore plus nombreux, si Solidarité n'existait pas. [...] Si les gens comprennent ça, ils ne nous diront pas que c'est à cause de Solidarité que les cigarettes manquent, que les files d'attente s'allongent devant les magasins, etc., etc.

Extrait de « Pologne, 500 jours de libertés qui ébranlèrent le communisme », Hors série, Libération, janvier-février 1982.

4. L'allocution télévisée du général Jaruzelski le 13 décembre 1981

« Citoyens de la République populaire de Pologne, je m'adresse à vous aujourd'hui en ma qualité de soldat et en tant que chef du gouvernement [...] Notre pays est au bord de l'abîme. Ce que plusieurs générations ont construit sur des ruines est en train de s'effondrer. [...] Chaque jour, notre économie moribonde subit de nouveaux chocs... [...] La nuit dernière, les sièges de bon nombre d'institutions ont été occupés tandis que l'on entend appeler à l'affrontement physique avec les « rouges » avec les gens d'opinion différente. Il y a de plus en plus d'exemples de menaces terroristes, de lynchage moral, d'attaques frontales. [...]

Nul ne peut prétendre que nous n'avons pas fait preuve de bonne volonté, de modération, de patience. Parfois nous en avons sans doute trop montré. L'initiative en faveur d'une grande entente nationale a été soutenue par des millions de Polonais. Elle a offert une chance d'approfondir la démocratie, le gouvernement du pays par le peuple, et d'élargir le champ des réformes. Or ces espoirs ont avorté. [...]

L'agressivité des extrémistes ne cesse de croître et elle se propose clairement d'abattre le système de l'Etat polonais. [...] Nous devons prévenir, arrêter net l'affrontement que les dirigeants de Solidarité souhaitent ouvertement. Nous devons le faire aujourd'hui, sachant que demain sont prévues des manifestations politiques de masse dont certaines doivent se dérouler au cœur de Varsovie, et qu'elles sont convoquées en se référant à l'anniversaire des événements de 1970. La tragédie d'alors ne saurait se répéter. [...] Nous devons lier les mains des aventuriers avant qu'ils ne jettent le pays dans la guerre civile.

Citoyens polonais, [...] je vous annonce qu'en ce jour nous avons constitué un conseil militaire de salut national et que, conformément à la Constitution, le Conseil d'Etat a déclaré la loi martiale à minuit sur tout le territoire. [...] Nous ne voulons pas un coup d'Etat ou une dictature militaire. [...] Le conseil militaire de salut national ne remplace pas le gouvernement constitutionnel. Son unique tâche est d'assurer le respect de la loi dans tout le pays et de garantir le rétablissement de l'ordre et de la discipline. C'est là le moyen de commencer à sortir, enfin, de la crise et de sauver le pays de l'effondrement. [...], de la confrontation et de la contre-révolution... [...]

Nous voulons une grande Pologne. [...] La seule façon de l'obtenir passe par le socialisme, qui est irréversible.

Compatriotes ! A toute la nation polonaise et au monde entier, je veux répéter ces paroles immortelles : la Pologne n'est pas morte tant que nous sommes vivants ! »

(Texte diffusé par les agences de presse)